
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 11 au 16 avril 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation États-Unis / Mexique

Lors du dialogue entre les acteurs du secteur privé du Mexique et des États-Unis, qui s'est tenu à Mérida vendredi 12 avril, le Vice-Ministre des Affaires Étrangères mexicain pour l'Amérique du Nord, Jesus Seade, a affirmé que l'administration étatsunienne ralentissait la ratification du nouvel accord de libre-échange régional (USMCA). Seade a mentionné quatre obstacles majeurs : les droits de douanes en vigueur sur l'acier et l'aluminium, la fin de l'accord sur les exportations mexicaines de tomates, la sur-vigilance aux postes frontières et l'application de la réforme du travail au Mexique.

La fermeture partielle des points de passage internationaux à la frontière entre Ciudad Juarez et El Paso entraînerait une augmentation jusqu'à 15 fois supérieure des coûts d'exportation au sein du secteur manufacturier. Les entreprises du secteur doivent avoir recours à d'autres méthodes de transports, tels que des charters coûtant entre 35 000 et 100 000 USD, afin que leurs marchandises arrivent à temps à destination. Les fermetures partielles aux passages frontaliers sont appliquées par le Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) étatsunien car le personnel chargé de la question des exportations de marchandises a été affecté en soutien à la patrouille des frontières.

Réforme du droit du travail

Selon la Ministre du Travail, Luisa Maria Alcalde, les changements préconisés par la réforme du travail seront définitivement appliqués après une période de transition de 4 ans. La mise en place du nouveau système de justice du travail et la création de centres de conciliation qui remplaceront les conseils d'arbitrage représentent le défi le plus important : plus de 500 000 conflits doivent encore être résolus par ces conseils. Pour rappel, la réforme du travail a été approuvée par la Chambre des députés le 11 avril, et devrait être ratifiée par le Sénat d'ici la fin du mois d'avril.

Le groupe parlementaire du PRI à la Chambre des députés a estimé que la mise en œuvre de la réforme du travail coûterait environ 265 M USD (5 Mds MXN). Le groupe parlementaire exige que le pouvoir exécutif, par l'intermédiaire du Ministère des Finances, "établisse un plan d'impact budgétaire et planifie la distribution des ressources publiques destinées à la réforme du travail".

L'Association nationale des avocats d'affaires (ANADE) estime qu'il existe un risque de contrôle syndical par le pouvoir exécutif, dû à la centralisation des enregistrements des syndicats et des conventions collectives par le Centre fédéral de conciliation et d'enregistrement du travail (CFCRL) – qui remplacerait les conseils de conciliation et d'arbitrage.

Selon *El Financiero*, des hommes d'affaires ont demandé au Sénat d'apporter des modifications au projet de loi sur la réforme de la main-d'œuvre pour «équilibrer» les relations entre employeurs et travailleurs. Ils demandent notamment une garantie du droit des travailleurs à la non-syndicalisation et qu'il ne puisse pas y avoir plusieurs syndicats représentant les employés.

Economie

L'économiste en chef du Département de recherche de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Eduardo Cavallo, estime que les grands projets d'investissement de transport et d'énergie dans le Sud du pays auraient la capacité de multiplier par 7 le PIB de la région et des pays voisins. Selon lui, le Train Maya et le Couloir Interocéanique (Isthme de Tehuantepec) pourraient avoir des impacts dès le court terme, étant données les grandes lacunes d'investissements en infrastructure dans la région.

Les réserves prouvées d'hydrocarbures du Mexique dureront 8,5 ans au rythme de production actuel, selon la Commission nationale des hydrocarbures. Elles atteignent l'équivalent de 7,9 Mds de barils de pétrole brut au 1^{er} janvier 2019.

Le prix des carburants a atteint un maximum historique en mars 2019, affichant une hausse de 12,7% g.a. pour l'essence ordinaire (+8,8% g.a. pour le Premium et +15,1% pour le Diesel). Le prix de marché de l'essence étatsunienne (70% des importations de Pemex) a crû de 33% entre février et mars 2019. La réduction des taxes sur les carburants, mise en place par le Gouvernement mexicain à partir du 9 mars, n'a pas permis d'amortir la hausse des prix.

Les importations de carburants ont diminué en février 2019, de 24% g.a. pour l'essence (à 1,06 Mds USD) et de 11% g.a. pour le diesel (à 626 M USD). En volume, les importations d'essence et de diesel ont respectivement chuté de 16% g.a. et de 21% g.a. alors que la production nationale de carburant a augmenté de 31% g.a.. La production nationale a augmenté à 30% de la consommation domestique en février 2019, contre 21% en février 2018.

La création d'emplois formels a ralenti en mars 2019, avec 48 515 nouveaux postes créés, soit 46,3% de moins qu'en mars 2018. Le nombre de travailleurs affiliés à l'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) a progressé de 2,8% g.a. sur le mois, la plus faible hausse depuis février 2014. Sur le T1 2019, 269 000 postes ont été créés, soit une baisse de 27 % en g.a. et la plus forte chute depuis 2013. Les analystes anticipent une hausse du taux d'informalité dans le pays, estimant chaque année que plus de 1,2 million d'emplois demandés sur le marché du travail ne sont pas remplis.

Le directeur des Audits Financiers de KPMG souligne que 72% de l'activité économique du Mexique n'est pas financée à travers le système financier. Bien que l'indice de pénétration bancaire au Mexique soit passé de 29% à 38% en 5 ans, la dépendance du pays aux paiements en espèces le rend très en retard par rapport à des nations comme le Chili ou le Brésil, qui jouissent d'un taux de pénétration bancaire de 90%. Les réformes pour l'inclusion financière donnent toutefois espoir aux banques du pays d'atteindre 50% de pénétration bancaire d'ici la fin du sexennat.

Selon la Commission Nationale des Banques et Valeurs (CNBV), l'indice « d'alphabétisation financière » du Mexique proposé par l'OCDE est de 58,2 points, supérieur à celui de pays du G20 comme le Brésil, la Russie ou l'Italie. Cet indice est construit à partir des connaissances et des habitudes de la population permettant de prendre des décisions pour le bien-être financier de l'individu. La moyenne des pays du G20 est de 60,2 points.

Santander a annoncé vouloir acquérir l'intégralité des actions de sa filiale mexicaine Banco Santander Mexico, dont elle détient aujourd'hui 75% du capital social. Cette intention reflète la confiance de la banque espagnole dans sa filiale mexicaine, qui contribue aux bénéfices du groupe à hauteur de 8%. Les actions de Banco Santander Mexico sur la Bourse Mexicaine des Valeurs (BMV) ont clôturé vendredi 12 avril avec un gain de 11,06%.

Finances publiques

Selon une étude de l'Université Autonome de Chapingo (UACH), l'évasion fiscale des salariés sur l'Impôt sur le Revenu (ISR) a représenté 72 Mds MXN (3,8 Mds USD) en 2016 et 2017. Respectivement 2,6 Mds USD (7,5% de l'ISR collecté) et 1,2 Md USD (3,4% de l'ISR) ont manqué au Fisc mexicain (SAT) en 2016 et en 2017. L'UACH recommande au SAT d'améliorer sa plateforme de Justificatif Fiscal Numérique sur Internet (CFDI) pour les salaires, qui permet une meilleure transparence.

Le Ministre des Finances, Carlos Urzúa, a annoncé que 5,3 Mds USD (100 Mds MXN) du Fonds de Stabilisation des Revenus Pétroliers (FEIP) seront destinés au paiement du service de la dette de PEMEX pour 2019. Il a annoncé que le FEIP sera restructuré afin de lui donner un rôle plus contracyclique. Pour mémoire, le FEIP contient à ce jour près de 15 Mds USD, et PEMEX est l'entreprise pétrolière la plus endettée du monde, avec une dette de 106 Mds USD.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 16/04/2019
Bourse (IPC)	-0,3%	-7,1%	45009,36 points
Taux de change USD/Peso	-0,3%	+4,5%	18,87 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,1%	-4,6%	21,30 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-1,6%	+7,3%	62,82 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Suite à la mise en place par les autorités nicaraguayennes d'un droit de douane sur le transport de marchandises (en transit ou jusqu'à la destination finale dans le pays), le Ministère du commerce extérieur (Comex) du Costa Rica a convoqué une réunion avec le pays voisin pour examiner cette question. Selon le président de la Chambre de commerce de l'Amérique du Nord costaricienne (AmCham), « la mesure appliquée unilatéralement par les autorités nicaraguayennes menace les progrès du processus d'intégration en Amérique centrale ».

Les Présidents du Salvador, du Honduras et du Nicaragua se sont accordés sur l'adoption d'un plan directeur trinational d'investissement et de développement économique pour le Golfe de Fonseca. Celui-ci prévoit notamment la mise en place de deux ferries dans le Pacifique : le 1^{er} entre le Salvador et le Nicaragua ; le 2nd entre le

Salvador et le Honduras. Ces 3 pays envisageraient également de créer des projets de tourisme durable ainsi que de développer une zone économique spéciale (ZES) avec un important parc logistique.

Dans le cadre de l'Union douanière du Triangle Nord (Guatemala, Honduras et Salvador), le Salvador s'engage auprès des autres pays et du Secrétariat à l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) à investir 5 M USD pour améliorer ses postes-frontières avec le Honduras et le Guatemala. Ce financement permettra notamment de moderniser les équipements et d'adapter le système informatique actuel à celui des postes-frontières des 2 autres pays.

Belize

2017 – PIB : 3,2 Mds USD | Pop : 374 000 M

Sur recommandation de la Banque centrale du Belize (CBB), le Premier Ministre, Dean Barrow, en sa qualité de Ministre des finances, a révoqué la licence bancaire internationale d'Atlantic International Bank Limited (AIBL), l'une des banques les plus importantes du pays. Cette révocation intervient à la suite d'une poursuite civile intentée aux États-Unis, où AIBL est impliquée dans une affaire d'escroquerie immobilière. Fragilisée par l'affaire, AIBL souffre depuis plusieurs mois de problèmes de liquidité l'empêchant de satisfaire pleinement les attentes de ses clients.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

L'indice Mensuel d'Activité Economique (IMAE) a enregistré une croissance de 1,7% au mois de février, notamment grâce aux bonnes performances des industries de la construction et des services financiers.

Selon l'Association guatémaltèque des institutions d'assurance (AGIS), le montant des primes souscrites dans le pays est passé de 881 M USD à 907 M USD entre 2017 et 2018, ce qui équivaut à une augmentation de 3%. Selon le président d'AGIS, le marché de l'assurance devrait croître en moyenne de 6%.

Le Trésor national a rééchelonné une partie de sa dette pour un montant total de 454 M USD. Dues en 2019, 2020 et 2021, les échéances de ces dettes ont été renégociées jusqu'en 2024, 2026, 2029, 2030 et 2051.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que des mesures fiscales supplémentaires pourraient être nécessaires pour atténuer les pressions sur le financement. Le FMI explique que bien que la réforme fiscale approuvée soit une étape cruciale, le gouvernement est confronté à de graves problèmes de liquidités à court terme et prévoit que la dette du gouvernement atteindra 61,5% du PIB en 2023.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Fitch Ratings a modifié la perspective sur la note souveraine de « stable » à « négative », maintenant la notation inchangée à «BB». Selon l'agence de notation, cette révision reflète des tensions et des incertitudes politiques, notamment liées à l'approche des élections présidentielles et législatives, ainsi qu'une érosion constante des recettes fiscales, déjà faibles.

Le Conseil d'Administration de la Zone de Libre Commerce (Zolic) de Santo Tomás de Castilla approuve le projet de création d'une Zone Publique Spéciale de Développement Economique (ZDEEP) dans le département d'Escuintla pour un investissement de 14 M USD. Sur une surface de 150 hectares, le futur parc industriel Michatoya Pacífico accueillera principalement des entreprises industrielles désireuses de bénéficier, entre autres, d'avantages fiscaux. La ZDEEP devrait générer plus de 25 000 nouveaux emplois.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

L'indice Mensuel d'Activité Economique (IMAE) a progressé de 3,7% (g.a.) en février, notamment tiré par les bonnes performances du secteur financier (+6,1% g.a.) et de la construction privée (+5,0%).

Le pays a reçu 1,2 Mds USD de remesas au premier trimestre 2019, soit +10,1% par rapport au T1 2018. Le montant moyen des envois a été de 452 USD sur cette période, soit 7,1% de moins qu'en 2018 (487 USD). 80% de ces envois proviennent des États-Unis.

Les autorités sanitaires du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (SAG) obtiennent la certification de l'agence américaine Food Safety and Inspection Service et franchissent ainsi une nouvelle étape pour pouvoir exporter de la viande de poulet vers les États-Unis. Afin de pouvoir officiellement exporter du poulet vers les États-Unis, le Honduras doit encore obtenir la reconnaissance de ses autorités sanitaires auprès de l'Animal and Plant Health Inspection Service du département de l'Agriculture américain.

Au cours des deux premiers mois de l'année, les *remesas* reçues par le pays se sont élevées à 247 M USD, soit +7% g.a..

756 000 travailleurs étaient enregistrés à la sécurité sociale en février, soit 17% de moins qu'au même mois l'an dernier. Le nombre de souscripteurs a diminué dans toutes les activités économiques, avec les réductions les plus importantes dans les domaines suivants: commerce (-34,6%), construction (-33,5%), finances (-18,9%) et transports, stockage et communications (-15,0%).

La Russie et le Nicaragua ont tenu leur 5^{ème} Commission mixte intergouvernementale à Managua, au cours de laquelle plusieurs accords de coopération ont été signés, notamment dans les domaines des transports, de l'énergie et des infrastructures. Parmi les accords adoptés figurent la fourniture de 550 autobus de fabrication russe pour le transport urbain et interurbain, la construction de silos de stockage et de moulins ainsi que l'importation de 133 000 tonnes de blé. La Russie fournira également des hélicoptères, lesquels viendront agrandir la flotte aérienne de la sécurité civile pour une meilleure réaction face aux catastrophes naturelles. Les autorités russes se sont engagées à apporter un soutien dans les secteurs de l'eau, de la santé et de l'énergie.

L'Association Bancaire de Panama (ABP) a demandé au prochain Gouvernement la création d'un lobby permanent auprès de l'Union européenne afin de pouvoir aborder de manière continue la problématique du centre bancaire panaméen, faisant suite au scandale des Panama Papers en 2016. L'ABP a également recommandé la création d'un Ministère des relations financières internationales afin de mieux gérer le centre financier et bancaire de Panama, notamment au vu des critères des listes de l'Union Européenne et du GAFI contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le Gouvernement panaméen a émis un emprunt d'1 Md USD, ouvert aux investisseurs internationaux pour la première fois. Cette émission s'est effectuée à travers la Bourse des Valeurs de Panama à laquelle les investisseurs internationaux ont eu accès via Euroclear.

Le Global Business Forum, positionne Panama comme une plateforme logistique, financière et commerciale de premier plan pour les pays du golfe persique.

Au cours du premier trimestre de l'année 2019, les *remesas* reçues par le pays ont représenté 1,3 Md USD, soit 5,9% de plus qu'au T1 2018. Ces *remesas* ont été envoyées depuis 126 pays. Les cinq plus gros contributeurs sont: les États-Unis en tête avec 94,8% du total, soit 1,23 Md USD; suivis du Canada (0,9%); de l'Italie (0,5%); de l'Espagne (0,4%) et du Mexique (0,1%).

D'après la Cámara de Industria Textil, Confección y Zonas Francas (Camtex) et la Banque centrale du Salvador (BCR), le Salvador n'aurait reçu aucun investissement direct étranger (IDE) dans le secteur textile depuis 2009. Elles expliquent ce manque d'attractivité par les lourdeurs administratives, la complexité des procédures douanières et un cadre légal moins favorable que dans certains pays voisins, notamment au Honduras. Le textile est pourtant un secteur de grande importance pour le Salvador, qui représente 46% du total de ses exportations en 2018 (soit 2,7 Mds USD). La Camtex envisage de faire réviser, courant 2019, le cadre juridique par la nouvelle administration afin d'attirer de nouveaux investisseurs internationaux.

La Barbade devrait respecter les critères définis par son programme FMI, lors de la 2^{nde} revue de celui-ci, prévue en mai, selon le Vice-Directeur pour les Caraïbes du FMI. L'île devrait ainsi atteindre l'objectif ambitieux de 6 % de croissance du PIB à la fin de l'année fiscale. Pour mémoire, la Barbade est entrée en programme FMI pour 290 M USD en octobre 2018.

L'activité économique a été très significativement impactée par les troubles socio-politiques de février. Le tourisme a été le secteur le plus fortement affecté : les réservations hôtelières ont chuté de 6,4 % sur le 2^{ème} trimestre de l'année fiscale 2018-19 (janvier à mars).

Les transferts de fonds de migrants ont représenté 30,7 % du PIB en 2018.

L'emploi baisse de 1,2 % g.a. au T1 2019. La baisse est toutefois moins prononcée qu'au T4 2018 (-3,1 % g.a.). La baisse de l'emploi au sein des ONG et des organisations internationales est particulièrement prononcée (-8,2 %). L'emploi dans le secteur public enregistre également une baisse, toutefois plus modérée (-1,1 %). L'emploi dans le secteur privé a stagné (+0,3 % g.a.).

Au T2 2018-19, les recettes de l'État ont baissé de 6,5 % g.a. Les dépenses ont, elles, crû de 0,8 % g.a. (-41 % en g.t.). La baisse des recettes est imputée aux troubles socio-politiques de février. Le financement monétaire du déficit budgétaire par la banque centrale a atteint 46,3 M USD (3,95 Mds HTG) au T2 2018-19 contre 70,6 M USD (6 Mds HTG) au trimestre précédent, selon la Banque centrale.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque centrale jamaïcaine est intervenue lundi sur le marché des changes avec une injection de 20 M USD afin de stabiliser le taux de change du dollar jamaïcain, soumis à de fortes variations. Une opération similaire avait été réalisée le 6 février dernier.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

La Banque Mondiale prévoit que le PIB se contractera de 0,5 % en 2019. Trinité-et-Tobago est un des 4 pays latino-américains pour lesquels la Banque Mondiale prévoit une contraction du PIB (avec le Venezuela, le Nicaragua et l'Argentine). La Banque Mondiale met en avant que le pays a le déficit fiscal le plus important des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.